

[Text]

out in this act? Is there going to be a time frame during which the actual propriety or legality of the question being posed or sought to be posed is going to be tested?

Mr. Anderson: For the level of legality, there is provision in the Supreme Court Act to determine whether or not it falls within the Constitution of Canada. On questions which touch the provinces, such as questions on the division of powers, this could be legal within this act. There is no provision directly in the act for this, but the Minister of Justice indicated to the House of Commons that should a referendum be held on a question which was of interest to one or more provinces, the federal government would consult with those provinces.

Senator Flynn: But he would not be bound.

Senator Laird: We take a rather dim view of commitments given by ministers. We want to see it in the legislation.

Senator Flynn: Especially commitments given by the present government.

Senator Laird: I would not go that far. Any future government.

Senator Flynn: I would.

Senator Godfrey: Surely, Senator Buckwold's illustration of the price of wheat is not a constitutional matter. The constitutional matter arises with who sets it.

Senator Buckwold: Let us take the price of oil. That is a more realistic and timely example. Would that be a constitutional question? If the government decided to hold a referendum on the advisability of a single price for oil across the country, would that be a constitutional question?

Senator Forsey: No.

Senator Flynn: They could ask to abolish the House of Commons, for instance.

Senator Buckwold: I raise the question with Senator Forsey to see how far it goes down the line. The federal power to regulate trade and commerce between provinces at the present time, would that, then, be a constitutional question?

Mr. Anderson: On the power yes, on the substance, no.

Senator Forsey: Exactly. If someone proposed to transfer the regulation of trade and commerce to the provinces, then you could have a referendum on whether that should be transferred to the provinces; but if someone asked whether this Parliament should exercise whatever it is on the price of oil, you could not have a referendum. At least that is my opinion of the thing, since Senator Buckwold was kind enough to ask.

Senator Godfrey: What is more likely to be the case is a referendum on whether the federal government can retain or should retain control of trade and commerce between the

[Traduction]

fixées dans cette loi? Va-t-il y avoir des limites de temps pendant lesquelles l'opportunité réelle ou la légalité de la question posée, ou que l'on veut poser, va être mise à l'épreuve?

M. Anderson: En ce qui concerne le niveau de légalité, il existe une disposition dans la Loi sur la Cour suprême en vue de déterminer si elle entre ou non dans le cadre de la constitution du Canada. Pour les questions qui touchent les provinces, telles que la répartition des pouvoirs, cela pourrait être légal dans le cadre de la présente loi. Il n'existe pas de dispositions directes, dans la loi à ce sujet, mais le ministre de la Justice a indiqué à la Chambre des communes que, si un référendum était tenu sur une question intéressant une ou plusieurs provinces, le gouvernement fédéral les consulterait.

Le sénateur Flynn: Mais il n'y serait pas obligé.

Le sénateur Laird: Nous avons peu confiance dans les engagements pris par les ministres. Nous désirerions les voir dans la loi.

Le sénateur Flynn: En particulier les engagements fournis par l'actuel gouvernement.

Le sénateur Laird: Je n'irai pas aussi loin, n'importe quel gouvernement ultérieur.

Le sénateur Flynn: Moi, si.

Le sénateur Godfrey: Il est certain que l'exemple du sénateur Buckwold sur le prix du blé n'est pas une question constitutionnelle. Cette dernière surgit quand on aborde la question de savoir qui l'a fixé.

Le sénateur Buckwold: Prenons le prix du pétrole. Il s'agit là d'un exemple plus réaliste et opportun. S'agirait-il là d'une question constitutionnelle? Si le gouvernement décidait d'organiser un référendum sur l'opportunité d'un prix unique pour le pétrole dans tout le pays, cela constituerait-il une question constitutionnelle?

Le sénateur Forsey: Non.

Le sénateur Flynn: Il pourrait par exemple demander d'abolir la Chambre des communes.

Le sénateur Buckwold: J'ai soulevé la question avec le sénateur Forsey pour voir jusqu'où on peut aller. A l'heure actuelle, le pouvoir fédéral de réglementer le commerce entre les provinces serait alors une question constitutionnelle?

M. Anderson: En ce qui concerne le pouvoir, mais non la substance.

Le sénateur Forsey: Exactement. Si quelqu'un proposait de transférer les règlements en matière de commerce aux provinces, vous pourriez alors avoir un référendum quant à savoir s'il devrait y avoir transfert aux provinces, mais si quelqu'un déclarait que le présent Parlement devrait exercer une réglementation quelconque sur le prix du pétrole, vous ne pourriez pas avoir un référendum. C'est du moins ce que je pense, étant donné que le sénateur Buckwold a été assez aimable pour poser la question.

Le sénateur Godfrey: Ce qui est plus probable, serait un référendum sur la question de savoir si le gouvernement fédéral peut conserver ou doit conserver le contrôle du commerce